

SAINTE-GENEVIÈVE-DES-BOIS | L'association Monde en marge, monde en marche a lancé une collecte de fonds pour ouvrir une résidence protégée dans la commune. Le projet doit voir le jour d'ici 2027.

Les femmes victimes de violences auront leur refuge

Florian Garcia

POUR FUIR LES COUPS,

encore faut-il avoir un refuge. Face aux violences qui touchent 219 000 femmes en France* chaque année, l'association de Longpont-sur-Orge, Monde en marge, monde en marche, a choisi d'agir. D'ici fin 2027, douze logements réunis au sein d'une même résidence seront inaugurés à Sainte-Geneviève-des-Bois. Un projet estimé à 1,8 million d'euros.

« Nous accueillons 70% de femmes seules, avec ou sans enfant, dans nos 130 logements en Essonne, note Marie Lespert-Chabrier, la directrice de cette association créée en 2003 pour répondre à la problématique du mal logement. Pour nombre d'entre elles, elles ont subi un parcours de violence. Le besoin de créer cette résidence s'est fait ressentir de manière encore plus forte quand nous avons été obligés de refuser un accueil car les conditions de sécurité n'étaient pas réunies. »

Vitrage pare-balles au rez-de-chaussée

Après trois ans de travail, le projet est enfin prêt à être réalisé. Peu de dispositifs existent pour ces femmes, regrette la directrice. Nous avons donc imaginé cette résidence sécurisée avec les associations et la municipalité : aucune boîte aux lettres avec un nom ne sera accessible depuis l'extérieur, il y aura un double sas et un vitrage pare-balles au rez-de-chaussée.

« Pour permettre à ces femmes « de repartir sur des bases solides », un pavillon de la commune va être réhabilité en quatre appartements et une extension sera construite pour en créer huit supplémentaires. Idéalement situé dans le secteur de la gare, le terrain avait pourtant failli tomber entre les mains d'un promoteur.



Lors de la vente de cette maison, un promoteur a voulu l'acheter, révèle le maire Frédéric Petitta (DVG). Mais la commune a préempté pour préserver ce bien à l'architecture atypique. »

Quelque temps plus tard, lorsque l'association cherche un terrain pour son projet, le site apparaît comme une évidence. « Nous avons tout de suite été favorables, poursuit le maire. Ces types de biens pour accueillir les victimes de violence manquent. Pour ces femmes, ces logements seront un cocon le temps de rebondir. »

« Cette résidence apporte une réponse supplémentaire pour l'accueil des femmes victimes de violences par le biais du logement temporaire, se félicite l'association Femmes solidaires 91, la structure du territoire spécialisée dans l'accueil, l'écoute et l'orientation pour les femmes victimes de violences.

Ces 12 logements vont également mobiliser et fédérer de nombreux acteurs associatifs et institutionnels. Ces femmes stabilisées financièrement vont pouvoir travailler la sortie des violences.

Tout reste à construire avec un Monde en marge, monde en marche pour rendre ce projet efficient et cohérent. Nous sommes déjà impliqués pour. »



Aucune boîte aux lettres avec un nom ne sera accessible depuis l'extérieur, il y aura un double sas

Marie Lespert-Chabrier, la directrice de Monde en marge, monde en marche

Un pavillon de la commune, préempté par la mairie, va être réhabilité en douze logements sécurisés (Illustration).

Une subvention de la région est attendue.

Selon Monde en marge, monde en marche, le coût total de l'opération est donc estimé à 1,8 million d'euros. Si l'État participe à hauteur de 700 000 € et la commune pour environ 65 000 €, l'association va devoir puiser dans ses fonds propres et contracter un emprunt pour boucler le budget. « Nous espérons que la région va contribuer, implorer la directrice.

Nous attendons leur réponse pour 350 000 €. Par ailleurs, nous avons déjà reçu 30 000 € de promesses de dons venant d'entreprises, de fondations et de particuliers. »

Le projet de l'association sera officiellement dévoilé le 23 septembre lors d'une soirée organisée à La Piscine d'en Face à Sainte-Geneviève-des-Bois.

« L'événement a été baptisé Se reconstruire, 12 clés pour recommencer, insiste le maire. Les personnes qui le souhaitent pourront faire un don déductible d'impôts pour contribuer au projet. Un don de 100 € par exemple, donne droit à 66 € de réduction d'impôts. »

* Selon les chiffres de la Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains.